

Comme nous le savons tous, les dépenses gouvernementales ont augmenté au rythme annuel d'environ 13.4 p. 100 durant la dernière décennie, soit à un rythme bien supérieur à celui de l'inflation qui se chiffrait à environ 8.8 p. 100. Les dépenses gouvernementales augmentaient à toute allure et absorbaient une part de plus en plus grande de nos revenus. On a mis un terme à cette tendance cette année. Nous faisons marche arrière. La croissance des dépenses gouvernementales a été ramenée à 3.2 p. 100 pour l'année qui vient. En fait, dans les secteurs où nous avons un pouvoir de dépenser discrétionnaire, comme nous l'a signalé ce matin le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret), cette croissance a été à toutes fins pratiques stoppée complètement, puisqu'elle atteint à peine 0.2 p. 100.

Le président du Conseil du Trésor a annoncé ce matin une perspective des plus réjouissantes en disant que l'on allait récompenser la productivité. On établira en effet de nouveaux programmes visant à récompenser les gens qui ont des idées nouvelles, qui travaillent fort et qui sont productifs. En Colombie-Britannique, bon nombre d'industries ont traversé une période difficile ces derniers temps, notamment l'industrie forestière et l'industrie minière. Mais elles n'ont pas abandonné. Elles sont devenues plus productives et affichent maintenant un des taux les plus élevés de productivité. Je crois que nous pouvons en faire autant. Il y a un énorme défi à relever à cet égard, et je sais que le président du Conseil du Trésor va y consacrer de grands efforts.

Le budget à l'étude enregistre également des progrès à certains autres égards. Il démontre que nous définissons mieux les objectifs de nos dépenses. Nous identifions nos priorités et nous faisons fond sur nos points forts. Nous avons identifié, à mon avis, certains domaines auxquels j'attache personnellement une très grande importance. Le domaine de la recherche et du développement est terriblement important pour la Colombie-Britannique. Nous avons tous entendu parler, bien entendu, des organismes de financement tels le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le Conseil de recherches médicales et le Conseil de recherches en sciences humaines, qui établissent des programmes quinquennaux. Il y aura 300 millions de dollars de plus pour ces organismes.

D'autre part, une nouvelle idée extrêmement novatrice incitera l'entreprise privée, ces conseils et les universités à conjuguer leurs efforts. Au cours des cinq prochaines années, nous fournirons une somme équivalente, jusqu'à concurrence de 700 millions de dollars, ce qui permettra à ces conseils d'obtenir jusqu'à un milliard de plus dont la majeure partie servira directement à financer les universités. J'ignore si beaucoup de gens se rendent compte à quel point cela stimulera la recherche universitaire. Dans le budget de l'année dernière, nous avons mis en place notre nouveau programme de recherche scientifique prévoyant certaines déductions. Si nous en faisons autant pour notre nouveau programme, cela permettra aux entreprises de ma circonscription qui font de la recherche industrielle de collaborer avec les universités. Cela nous apportera des possibilités de recherche extrêmement intéressantes.

Le budget—M^{me} Collins

J'ai été très satisfaite de l'importance accordée aux provinces de l'Atlantique, car elles en ont besoin. C'est un merveilleux programme. Je me réjouis également des nouvelles mesures prises en ce qui concerne l'agriculture. Ce n'est pas très important pour ma circonscription, mais ça l'est pour la Colombie-Britannique. Les nouvelles obligations sur les denrées agricoles joueront certainement un grand rôle dans la province. Je suis également très satisfaite des programmes sociaux prévus pour aider les nécessiteux.

M. Cassidy: Quels programmes sociaux?

Mme Mitchell: Il n'y a pas de garderies? Que pensez-vous des garderies? Qu'en faite-vous?

Mme Collins: De nombreux députés ont parlé des programmes à l'intention des travailleurs âgés. Mon collègue de Scarborough a, je crois, soulevé la question à plusieurs reprises.

M. Cassidy: Et que faite-vous des travailleurs âgés?

Mme Mitchell: Les garderies?

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Nous aurons une période de questions et d'observations si vous voulez bien laisser parler la députée. Merci.

M. Cassidy: Nous prenons une petite avance, monsieur le Président.

Mme Mitchell: Et les garderies? Soyez honnête. Y a-t-il quelque chose pour les garderies?

Le président suppléant (M. Paproski): La parole est à la députée de Capilano (M^{me} Collins).

Mme Collins: Nous avons prévu 125 millions pour un programme d'adaptation à l'intention des travailleurs âgés. Nous instaurons également un autre programme que ma collègue, la députée de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell) pourra certainement contester vu l'intérêt qu'elle porte aux questions féminines.

Mme Mitchell: Des garderies?

Mme Collins: Non, ce n'est pas cela. Il s'agit du programme visant à améliorer les possibilités d'emploi des assistés sociaux. Nous leur réservons des fonds spéciaux. Il s'agit de 100 millions répartis sur une période de trois ans. Pensez aux particuliers que cette mesure va aider et aux possibilités extraordinaires qui vont leur être offertes.

Mme Mitchell: Ils ont besoin de garderies pour commencer à travailler.

Mme Collins: Le crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente, destiné aux familles à faible revenu et, bien entendu, le paiement anticipé de certains crédits d'impôt pour enfants, sont également des aspects très positifs. Il y a l'augmentation de la déduction dans le cas des personnes handicapées. Il y a dans notre pays 185,000 invalides qui vont sans nul doute en profiter. Ils savent que le gouvernement s'intéresse de près à eux.

Nous savons, et les chiffres le prouvent, que la petite entreprise est la principale source de création d'emplois. Nous savons également que les femmes créent la plupart des petites entreprises, ou du moins un grand nombre.

Mme Mitchell: C'est exact.